

SOMMETS

par Victor Larock

Sommet européen, sommet Est-Ouest, sommet asiatique... Les sommets se succèdent; on serait tenté de dire qu'ils se bousculent. Il n'est pas de conférence tant soit peu importante — sans parler des autres — qui ne soit un sommet; comme si chacune devait être décisive. Le sens du relatif est rare sur les hauteurs.

Sommet pour sommet, tenons-nous en aux deux premiers. D'autres suivront, mais déjà il n'est pas interdit d'espérer.

La Communauté européenne entrera, fin de cette année, dans sa phase définitive; celle où le veto national jouera de moins en moins.

Les problèmes à régler seront nombreux. Problèmes économiques, monétaires — récemment abordés —, énergétiques, sociaux, Problèmes des transports, de l'agriculture (le plan Mansholt n'étant qu'un avant-projet, un ballon-sonde pour la stratosphère). Problèmes fiscaux: nous en avons pris la mesure avec la T.V.A. Problèmes purement politiques...

C'est la France, tout naturellement, qui a proposé ce sommet pour après les prochaines élections allemandes. Il est normal qu'après avoir quelque peu freiné les élans concertés de ses partenaires, le gouvernement français change de méthode et passe d'une défensive assez éclatante à une offensive en règle pour une Europe enfin vraiment européenne.

L'initiative a été bien lancée. M. Maurice Schumann a toutes les qualités qu'il faut pour concilier longuement l'europhisme le plus chaleureux avec le gaullisme le plus fidèle. Sa proposition a été bien accueillie. M. Luns lui-même s'est porté garant des intentions françaises.

Il existe bien encore l'une ou l'autre incertitude au sujet du plan d'ensemble qui ne peut manquer de venir de Paris. Mais déjà trois étapes se dessinent avec une précision cartésienne: à l'achèvement de la Communauté succédera son approfondissement, qui doit mener à son élargissement. Autant dire qu'en fin de compte la Grande-Bretagne et les trois autres nations candidates pourraient bien être admises à partager les droits et les devoirs des Six: « les obstacles ne sont pas insurmontables ».

Certains Britanniques murmurent: *It's a long way*, tandis que d'autres refont le compte de ce que coûtera, en millions de livres, l'entrée de leur pays dans le Marché commun — avant même qu'il soit achevé et approfondi. Mais H. Wilson tient bon. Il se contente de souligner qu'il ne pourrait souscrire qu'au traité de Rome tel qu'il est, avec ses clauses échappatoires et de réserves... Les continentaux devront au préalable s'entendre entre eux et avec lui.

Tout bien considéré, il n'est pas impossible que la jonction du Royaume-Uni et de la C.E.E. se révèle, au

cours des prochains mois, plus compliquée que celle du module lunaire et de la cabine Apollo. Mais, malgré tout, les chances d'arrangement final paraissent moins improbables qu'à l'époque où la grande ombre de qui l'on sait se projetait sur l'Europe.

L'autre « sommet » doit réunir les représentants de l'Ouest et ceux de l'Est en une conférence paneuropéenne pour la sécurité et la coopération.

Ce qui est en cause n'est rien de moins que la négociation d'une paix organisée. C'est la substitution d'une sécurité contractuelle aux politiques de blocs, qui sont essentiellement des politiques de force.

Ici, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sont les maîtres du jeu.

Mille questions s'enchevêtrent pour rendre le dialogue difficile et les prises de position insincères. Le but déclaré est de stabiliser les rapports sur des intérêts communs et non pas seulement sur un équilibre d'armements sans cesse accru de part et d'autre. Dans les deux camps, il ne manque pas de stratèges, militaires et civils, pour lesquels l'objectif réel est simplement la continuation de la course.

Il n'est cependant pas douteux qu'à Moscou comme à Washington, la crainte d'une guerre atomique l'emporte en ce moment sur bien d'autres considérations. « *Quels que soient les maux dont on prétend se préserver par la guerre, aucun mal n'est pire que la guerre elle-même* »: la formule de Bertrand Russell a pris tout son sens. Américains et Russes ont les meilleures raisons d'en être convaincus.

Cette guerre, la logique voudrait qu'ils cessent d'un commun accord de la préparer et de la rendre par là inévitable. Mais c'est trop demander. Tous les vœux et les serments de paix n'empêchent pas le surarmement nucléaire et classique de s'intensifier d'année en année. Il est peu probable que le sommet Est-Ouest, s'il a lieu, mette fin d'un coup à cette compétition d'hypocrisies.

Du moins peut-on espérer que si l'idée d'une sécurité collective paneuropéenne n'est pas exclue a priori, les intérêts communs à tous les peuples du continent apparaîtront à l'évidence et qu'en dépit des défiances, des barrages et des différences de régime, ils seront plus méthodiquement développés dans des échanges de toute nature.

Ensuite viendraient les premiers accords pour la réduction contrôlée des armements traditionnels, qui sont en fait les plus chargés de risques.

Rien de tout cela n'est chimérique, à l'heure où la précision des moyens employés par les Super-grands pour la conquête du ciel ne permet pas de douter qu'une guerre entre eux ne soit un mutuel suicide.

“De oca a oca... y tiro porque me toca” La operación Juanito

Nervioso, empalmado un cigarrillo con la colilla del otro, esperaba el príncipe Juanito, « alto, rubio, ojos azules, de encantadora timidez » (un admirador), en el Palacio de la Zarzuela el parto o reparto de una Corona.

En otro palacio, a pocos kilómetros de la Zarzuela, ante el Pleno de los muy honorables procuradores de la democracia franquista, en un simulacro bastante logrado de parlamento europeo, con prensa nacional y extranjera, la comadrona del Movimiento realizaba su primera « trascendental operación » cara al público, un público invitado y sumiso.

En el quirófano presidencial se encontraba el « Glorioso Movimiento Nacional ». Inclinado sobre él, balbuciendo extraños conjuros con voz monótona y ojos de salmón acatarrado, el matasanos de España ejecutaba su intervención.

Los presentes jurarían que aquello era un parto, otros, basándose en la ambigua convocatoria « para una decisión relacionada con la Ley de Sucesión », opinaban que quizás se trataba de un « reparto ». Los « enemigos del progreso de España » habían pronosticado que se trataba de una cura de urgencia. Un tumor maligno en las extremidades falangistas del Estado de Franco sería extirpado en favor del tecnócrata cerebro del Movimiento. Los monárquicos creían en una simple extracción de muelas en la boca dinástica. Muela más, muela menos (primero los carlistas, luego los juanistas), ¿qué importa si se salva la dentadura? Nadie, en resumen, se aventuraba a un pronóstico definitivo, aunque predominaba la teoría del « parto ». El movimiento iba a dar a luz « algo » a los treinta años de infecundidad caudillesca. Ese « algo », por llamarlo de alguna manera, sería un « sucesor », pero no un sucesor cualquiera, sino « sui generis », pues tendría que ser encarnación del Movimiento mismo, siendo al mismo tiempo « algo » distinto a él.

Cuando el hombre no entiende una cosa, suele hacer preguntas incómodas. Así lo entendieron ya los teólogos que para taparnos la boca inventaron la palabra « misterio ». ¡Que nadie intente explicarse el « misterio » de la Santísima Trinidad! Pues bien. En la sesión extraordinaria del Pleno de las Cortes del 22 de julio de 1969 se estaba dando otro « misterio »: el de la reencarnación del régimen. Los « misterios » no están para comentarlos. Se tragan como las aspirinas, que después ya harán su efecto. Por eso el sacerdotismo de la información había sido rotundo en sus instrucciones a los asalariados de la pluma y la tinta. Nada de comentarios, so pena de gravísimas sanciones. Pero una cosa era segura, si es que con el camaleón de El Pardo puede hablarse de cosas seguras: como todo « misterio » precisa objetivarse en un símbolo, para que la reducida mente humana pueda intuir el hábito de su presencia, también el « misterio de la sucesión de Franco » precisaba un cuerpo místico para que el pueblo español siguiera percibiendo las gracias derramadas sobre él por el « glorioso », después de su tránsito definitivo a otros mundos mejores. Y como la situación interna de la « unidad nacional », un semillero de

ambiciones personales, no dejaba mucho marco al cálculo de probabilidades de la persona que reuniese en sí las condiciones necesarias para ser el hombre-símbolo, que fuera al mismo tiempo el Movimiento y no fuera el Movimiento, la elección recaía por fuerza en la única persona que la providencia había deparado al clarividente caudillo para delegar en ella su « jefatura » en un tiempo más o menos futuro. Esta persona no podía ser otra que Juan Carlos.

En efecto. Juan Carlos de Borbón y Borbón reúne en sí todas esas raras condiciones que le hacían apto para el místico sacrificio: ¡No pinta nada! No es muy inteligente. Por si faltara poco, desde su más tierna adolescencia ha sido pasado por la piedra castrense. Y necesita dinero para sostener su aparato representativo de joven aristócrata de altos vuelos. Y no decimos esto porque sea « piloto de helicópteros ». A todo esto se junta una probada falta de dignidad, heredada ya de su familia, que ha estado viviendo « humildemente » en el exilio, financiada por el mismo hombre que los ha mantenido en el destierro, mientras que él a título de generalísimo se arrogaba todas las prerrogativas reales, incluido el derecho a instalarse en la residencia real. La falta de dignidad de Juanito es consecuencia de dos factores: de que necesita cuartos para no desentonar con doña Federica, (¡la vida es dura!) y de sus escasas luces, también un ramalazo de la herencia borbónica. Pero esta falta de dignidad era (y es) precisamente la condición más importante que ha decidido su elección. De esta manera ha podido jurar lealtad al jefe del Estado (« rezo porque todavía viva muchos años », Juan Carlos) y fidelidad a los principios del Movimiento, contentando así a los falangistas antimonárquicos, sin defraudar tampoco a sus protectores del Opus Dei, que serán los encargados de gobernar, mientras que, con el dinero del pueblo, costearán la existencia de Juanito en todos los ambientes de una corrompida y parasitaria aristocracia europea de « dancing » y « casino ».

Juan Carlos ha sido, pues, el hombre providencial en el que se consumará el milagro de Franco de la pervivencia sin Franco: « todos contra todos, todos para uno, y todos contentos ». Franco ya puede poner sus apergamina-das posaderas a buen recaudo, sin miedo a que una bota carlista pierda el tino. Cuando empiecen las bofetadas entre el Opus y la Falange, ya tienen una cara apropiada donde dar fuerte, sin miedo a dar en propio rostro.

Así, con voz temblona, interrumpida por frecuentes y esfuercidos aplausos de una corte de aduladores mastuerzos, para disimular las ausencias mentales cada vez más notorias del invicto carcamal, el generalí-

simo pronunció las palabras claves de su discurso, ramplón y estúpido como todos los de su « exelencia »:

« En conciencia de mi responsabilidad ante Dios y ante la Historia, y valorando con toda objetividad las condiciones que concurren en la persona del Príncipe Don Juan Carlos de Borbón y Borbón, he decidido proponerle a la Nación como mi sucesor ».

Ni que decir tiene que la propuesta fue aceptada por una « aplastante mayoría ». Todos se habían conchavado por el mal menor. Carrero Blanco y López Rodó ya pueden respirar tranquilos. Todo será ahora cuestión de habilidad y tiempo. José Solís Ruiz ha cambiado su « sí »

(Pasa a la página 2)

La Momiza por ABEL QUEZADA



Caricatura publicada en un periódico de Méjico.

Los apestados

Las autoridades federales alemanas han decidido expulsar de los « arbeitsamt » (oficinas de colocación de Alemania) a los « asesores » griegos y españoles, designados por sus Gobiernos respectivos, por dedicarse a hacer propaganda en favor de los regimenes de sus naciones respectivas. ¡Buena medida de higiene!

Antes de la "operación Juanito"

La farsa de la designación de Juan Carlos como sucesor de Franco, un día, no ha sido comentada por ningún periódico franquista. Fraga Iribarne, el canchero de la información en España, había amenazado con duras sanciones a los directores de periódicos que cometiesen la gran « impertinencia » de referirse críticamente a dicha maniobra. Los periódicos de la manipulada prensa « nacional » solamente han publicado reseñas retocadas sobre detalles concretos del acto, tales como el anuncio de la convocatoria del Pleno de las Cortes, reproducido del « Boletín Oficial del Estado » franquista.

Sólo después de celebrada la tragicomedia ante las llamadas « Cortes españolas », algunos periódicos como « Ya », católico-conservador, « Pueblo », órgano propagandístico de la falange sindicalista de Solís o « Nuevo Diario », propiedad del Opus Dei, han osado romper la campaña de silencio instalada por el señor Fraga Iribarne, para sumarse al coro de alabanzas entonado a posteriori por todos los cómplices de la farsa « instauracionista », intentando armar su ascua a la azul sardina pescada en las turbias aguas del « Movimiento » por el excelentísimo Pescador. Pero, como siempre, el record de la « conjura del punto en boca » lo batió « Radio Nacional », emisora asalariada del Ministerio de Información franquista. Una red de jornaleros destacados en casi todo el mundo permite a los de « Radio Nacional » informar con gran profusión de detalles a los españoles de hechos tan importantes como el desprendimiento de una teja en Tegucigalpa. Pero « Radio Fraga » ignora tenazmente cuanto sucede en España. La única información española consiste en un difuso parte meteorológico con marejadas y marejillas o en las « trascendentales jornadas de trabajo » de este o aquel ministro de Franco.

Siguiendo esta línea de « información », Radio Nacional de España llegó incluso a radiar el « discurso » de Franco con tres horas de retraso, y no completo. Los motivos de la retransmisión diferida de la sesión de las « Cortes » no es taparon, sin embargo, a la atención de los corresponsales extranjeros. Así relataba el corresponsal de « Le Monde » que Franco ya no controla sus « emociones ». Durante el discurso ante las « Cortes » se repitió lo mismo que ocurrió anteriormente en Córdoba: hubo momentos en que el « jefe del estado » hacía pucheros, ahogándose la voz en llanto. En esos momentos, la claqué del régimen aplaudía y vociferaba « Franco, Franco », pero esto contribuía a acentuar los sollozos del anciano. Nosotros no nos sentimos conmovidos por estas muestras « emotivas » del senil generalísimo. ¡También los cocodrilos saben llorar!

Lo que no dice la prensa franquista

raba « Franco, Franco », pero esto contribuía a acentuar los sollozos del anciano. Nosotros no nos sentimos conmovidos por estas muestras « emotivas » del senil generalísimo. ¡También los cocodrilos saben llorar!

« Le Figaro », diario conservador parisiense, narra el 24 de julio la escena así :

« Franco pronunció su discurso con esa voz monacorde, fatigada, que se ha hecho tan familiar desde hace algunos años a los españoles. Leyó su texto sentado sobre un trono gigantesco tapizado de terciopelo rojo. Detrás de él, entre las coniferas y los estucos de esta sala, que semeja más un teatro que un Parlamento, Isabel la Católica y Fernando de Aragón presiden, inmutables, el histórico acontecimiento.

Por momentos, la voz se quiebra. Estallan los aplausos. El Caudillo acaba de evocar el momento fatal de su desaparición y la necesidad de mantener, de consolidar después de él los principios del « Movimiento nacional ».

Se trata más bien de un testamento. Y de este mensaje capital, concebido por el que lo pronuncia como la coronación de una obra de treinta años ».

—0—

Aunque el pueblo español no ha podido enterarse a través de la prensa franquista de la oscura trastienda de la « operación Juanito », la farsa de Franco y sus comparsas ha despertado un amplio eco en el extranjero. Casi ninguno de los grandes diarios internacionales se ha tragado la bola. Antes bien, todos los comentarios coinciden en apreciar la maniobra negativamente, como una prueba más de la arbitrariedad política del régimen franquista. Incluso diarios conservadores como el ya citado « Le Figaro », o « The Times », de Londres, así como el suizo « Neue Zürcher Zeitung » y el alemán « Frankfurter Allgemeine Zeitung » no han escatimado la crítica, si bien entundan ésta en las consabidas consignas del « progreso indudable de España », los « peligros de una repentina democratización de España » y « el orden » que Franco ha sabido establecer en España.

Ofrecemos hoy a nuestros lectores un amplio resumen de la prensa extranjera sobre la « operación Juanito ». Como punto de referencia hemos elegido dos momentos en la clasificación: antes y después de la « operación ».

Las víctimas de la guerra civil española y de los muchos millares de torturados presos políticos, quiere retirarse. Se dice ».

La sucesión española (« The Guardian », Londres, 18.7.1969)

« El general Franco nombrará al príncipe Juan Carlos como su sucesor oficial el próximo martes. Este movimiento ha sido esperado durante más de un año. Pero no significa que el general se disponga a entregar cargo y poder. Su intención es que el príncipe Juan esté llamado a sucederle sólo cuando muera (Franco) y no un día antes. El príncipe era candidato favorito para la sucesión, únicamente porque no había otro rival de más crédito. Su padre, el pretendiente don Juan se negó a abandonar sus derechos al trono. Pe-

ro el general Franco nunca le perdonó que atacase al régimen español inmediatamente después de la guerra (cuando muchos pensaban que los días del general estaban contados)... Sin un respaldo entusiástico por parte de los monárquicos, Juan Carlos podría convertirse rápidamente en prisionero del Ejército. Pues sólo el Ejército ha permanecido al lado de Franco en años recientes. El partido fascista de la Falange considera que el régimen se ha vendido al « liberalismo », y el mundo de las finanzas y los negocios teme la provocación de problemas con los trabajadores por parte del Gobierno. La Iglesia, o un sector de la misma, ha pasado a la abierta oposición en una amplia escala de asuntos sociales. Siendo tan grande la potencial oposición a cualquier sucesor de Franco, Juan Carlos será en medida creciente la criatura de los generales. Y según ha visto la familia real griega a expensas propias, esto no garantiza la continuidad del trono ».

Don Juan denuncia la Ley de Sucesión española (« The International Herald Tribune », 19.7.1969).

« Don Juan, Conde de Barcelona e hijo del Rey Alfonso XIII, destronado en 1931, se siente evidentemente molesto por haber sido pasado por alto en la restauración del trono en favor de su hijo, príncipe Juan Carlos de Borbón... Comentando el anuncio de que el general Franco se dirigirá a las Cortes españolas el próximo martes sobre la cuestión de la sucesión, don Juan declaró : « En la realización de esta operación no he sido consultado, ni tampoco lo ha sido la voluntad libremente expresada del pueblo español. Por lo tanto, soy un espectador de la decisión que será adoptada en esta materia y no tengo ninguna responsabilidad por esta instalación... Don Juan dijo también que había expresado sus reservas y dudas en torno a la llamada Ley de sucesión cuando fue promulgada en 1947. Estas reservas se ven ahora confirmadas, 20 años más tarde, al ser anunciada la aplicación de esta Ley ».

—0—

Estas declaraciones públicas de don Juan, las últimas antes de capitular ante el peso de los intereses de la Casa de Borbón, disolviendo su « gabinete fantasma » (consejo privado y secretaría política), no han pasado la censura de Fraga Iribarne. El órgano visceral de los « juanistas », « ABC », que tantas babas y espumarajos ha derramado cuando se trataba de atacar a la izquierda democrática, tampoco se ha atrevido a contravenir las órdenes del vocero franquista, rompiendo una última lanza por la legitimidad dinástica. Los de « ABC », pese al « rotundo » no de don Torcuato, ya se han apresurado a tomar posiciones junto al sol que más calienta, según su tradicional táctica, (« El diario « ABC », periódico de cabecera y estómago de los « realistas » españoles ha dado ya este paso con sorprendente celeridad », constata el « Frankfurter Allgemeine Zeitung », 23.7.1969).

Los asuntos de España (« The Times », Londres, 18.7.1969).

« ...Los problemas de España no han disminuido en los treinta años de dictadura del general Franco. Las relaciones entre las diversas provincias siguen siendo difíciles; la estructura de clases del país es to-

avía tan dividida como lo era en los años 1930, y una nueva generación ha crecido que ha olvidado los horrores

Después de la "operación Juanito"

Medio Rey (« The Times », Londres, 24.7.1969).

« ...La elección ha recaído sobre el príncipe porque ha sido educado y adoctrinado bajo los ojos del general Franco. A menos que sea muy astuto, esto contribuirá a que se oponga a los cambios, por muy graduales que sean, que España necesita, antes que defender los derechos de su pueblo, como don Juan. Es posible que el general Franco tenga razón al pensar que España necesita un ejecutivo temperado sólo por instituciones representativas. Pero el camino lógico para llevar a cabo esto sería moverse hacia una versión española de la Quinta República. Es difícil ver al príncipe Carlos como a un de Gaulle o un Pompidou, oficiando desde un trono Borbón que muchos españoles dirán que ha usurpado y que, lo que es más, estimarían anacrónico o tiránico ».

La elección de Franco para el futuro (« The Washington Post », 24.7.1969).

« ...Franco está acostumbrado a tratar a España como propiedad personal, como si le perteneciese para disponer de

de la guerra civil, y por lo mismo, está menos dispuesta que sus predecesores a pagar el precio fascista por la estabilidad. En vanguardia del descontento se encuentran los estudiantes y no es probable que sean aplacados por el restablecimiento de una monarquía en Madrid. Si el general Franco se retira ahora, España podría estar compelida a pasar por un período de inestabilidad... »

ella. No es así. Ni siquiera 30 años de gobierno de Franco han conseguido aislar a España de todas las corrientes de vida moderna. Cuando haya desaparecido su peso y su mito, no es concebible que el país siga renqueando como hasta ahora. El Caudillo ha elegido al hombre que ocupará la restaurada monarquía española. Mas la próxima elección, la importante —la elección de « no quién ha de gobernar », sino « cómo ha de gobernarse »— será llevada a cabo por el pueblo de España ».

Franco - El fabricante de Reyes (« Abendzeitung », Munich 24.7.1969).

« El táctico propuso lo que ya era cosa decidida. Después de haber hecho tic-tac su bomba de relojería durante 22 años bajo el trono español, designó —sabiendo que la « naturaleza pondría fin a su capitania — a Juan Carlos como su sucesor y futuro rey de España. Las Cortes, con contadas excepciones, no tuvieron otra salida que dar su aprobación. Sin embargo, Juan Carlos Alfonso Víctor María (31), (Pasa a la página 6)

"De oca a oca... y tiro porque me toca"

(Viene de la página 1) mándose con el sacrificio de su hijo.

Don Juan es un caso especial. No dudamos de su buena voluntad, aunque al final ha podido más el interés de la Casa de Borbón que la fidelidad a los propios principios, que hubiese planteado un serio problema de conciencia a los monárquicos del régimen. Don Juan es especialista en llegar tarde a todos los sitios, para sacar mejor tajada de la situación. Recordemos cuando quiso incorporarse al « glorioso Movimiento Nacional », y Franco, seguro ya de su victoria, con la ayuda de Hitler y Mussolini, le mandó a paseo ; un paseo que sólo fue interrumpido, desde entonces, en aquella famosa entrevista en el yate « Azor », en agosto de 1948, donde consciente o inconscientemente ayudó a Franco a quitarse la soga del cuello, y puso, con el acuerdo sobre la educación de Juanito, la primera piedra para la situación actual. Don Juan, para la prensa, llama a su hijo « un buen muchacho ». No sabemos qué hará Don Juan ahora convertido en « navegante solitario » por el Mediterráneo. Por curiosidad nos gustaría saber qué calificativos tendrá ahora para ese « buen muchacho », para su esposa, la griega Sofía, y la suegrecita doña Federica. El mar, las nubes y las gaviotas lo sabrán. Los únicos, de toda la comparsa del alzamiento de 18 de julio de 1936 que no tienen motivo de aplauso, si no es el vergonzoso adulacionismo en que se basa el régimen del generalísimo, son los procuradores carlistas. Pero a éstos les queda todavía su Montejurra, de donde bajaron un día para traicionar a la legítima República española y adonde regresarán ahora por fuerza, por eso de que los cabritos tiran al monte.

Pero el Caudillo aún no había concluido de balbucir. La « operación Juanito » tocaba a su fin, y nadie todavía sabía si había habido « parto » o « reparto ». Entonces, Franco dijo :

« En este orden creo necesario recordaros que el reino que nosotros, con el asentimiento de la nación, hemos establecido, nada debe al pasado. Nace de aquel acto decisivo del 18 de julio ».

¡Ya está! No hubo ni parto ni reparto. Ha sido... ¡un trasplante! Ya decíamos que Franco se interesaba demasiado por eso de los trasplantes. La idea feliz y definitiva quizás le viniese al clarividente matasanos durante el simposio de trasplantes que presidió, días antes, en Madrid. ¡El doctor Barnard no lo hubiera hecho mejor! A un cadáver, en estado avanzadísimo de descomposición, cuyo corazón había dejado de latir allá por abril del año 1931, Franco le ha colocado : las piernitas de los militares; los riñones de los falangistas ; los pulmones de la alta jerarquía de la Iglesia del Caudillo; los sesos de los tecnócratas y las pezuñas de los esbirros policíacos del « Movimiento ». Al producto, encarnado en la persona de Juanito Carlos lo ha bautizado Franco con el nombre de « Monarquía del Movimiento ».

El viejo dictador, Carrero Blanco, López Rodó, Solís, Morcillo y demás personaje de la farsa nacional podrán cantar a coro : « De oca a oca... y tiro porque me toca ».

Cuestión aparte es cuando le tocará tirar al futuro mini-rey por la gracia del Caudillo, auténtica ventosidad del generalísimo. De momento ya es significativo que al pronunciar su primer discurso de aceptación del « nombramiento », los procuradores irrumpiesen en los gritos de « Franco, Franco ». La sombra del Caudillo usurpador acompañará los días contados de este parricida dinástico, Juanito Carlos I el Aplazado.

Juanito hace bien en rezar porque el Caudillo viva aún mucho tiempo. El pueblo español, que no ha tenido ni oficio ni beneficio en la « operación Juanito », tiene la última palabra.

EL MIRLO.

"La operación Juan Carlos"

El Príncipe de la áurea sala de espera (« Abendzeitung », Munich, 15.7.1969).

« Los preparativos para este paso fueron secretos. El pasado viernes se encontraron el presidente de las Cortes, Antonio Iturmendi y el lugarteniente de Franco, el almirante Luis Carrero Blanco, de 66 años. El tema de la conversación se supo por una indiscreción : Franco quiere nombrar a su favorito para el trono, Juan Carlos, como heredero definitivo y rey... Carrero Blanco, un monárquico convencido, se había preparado para esta conversación hacía tiempo. Desde hace un año... Sobre los motivos que han inducido a Franco a dar este paso, no se sabe mucho. El hombre, cuyo camino se halla orlado de rebeldes muertos en Marruecos, de mineros fusilados en Asturias, de

ISRAEL, encrucijada de la izquierda

- II -

Por Enrique Mùgica Herzog

3º Debemos ahora analizar la actitud que con relación a Israel sostiene el socialismo democrático y cuáles son los motivos que encuentra en el Estado judío para afectar a su simpatía y apoyo. Intentemos ceñirlos:

a) Israel es un Estado adecuadamente democrático. Y anticipándonos a la esperada respuesta, debemos añadir que conocemos de sobra la dicotomía, en trance de superación, entre libertades formales y reales, pero que también sabemos de su utilización espúrea con el fin de justificar la falta de aquéllas, y asimismo que, puestos en este camino, se posibilita cualquier tipo de despotismo. ¿No hablaba ya Maurras a comienzos de este siglo del país real y del país legal para contraponerlos? Para nosotros, el concepto más serio es el de Rosa Luxemburgo: la libertad es siempre la Libertad del que piensa de distinta manera. Y en este sentido el ejercicio de la Democracia ha posibilitado la existencia de poderosas organizaciones proletarias y las conquistas conseguidas por la Clase Obrera en su lucha contra el Capitalismo.

Este concepto de la Democracia, y no otro, es el que ha presidido el desarrollo político de Israel desde su estremecedor nacimiento en mayo de 1948. Comparemos con su funcionamiento el de sus actuales enemigos.

En éstos, el partido único, con sus inevitables corolarios de elecciones ganadas al 99 por 100, la policía especial contra la « íntima minaría de descontentos » y las prisiones en las que en diversas épocas se han condenado en las más alucinantes de las promiscuidades liberales y comunistas, a pesar de las aparatosas contribuciones soviéticas al desarrollo para el prestigio. Son sonos repetidos que en todos los hemisferios existen, pero que por ello estamos obligados a impugnarlos en todos.

Sin embargo, en ese calamitoso Oriente Medio, Israel.

Dos hechos típicos recojo como testimonio: Cuando la escisión del partido comunista israelita, su parte más decididamente proárabes constituyó una organización del mismo tipo a la que se denomina Raki. Pues bien, sus parlamentarios durante la Guerra de los Seis Días, y en cuantas circunstancias posteriores se han presentado, en la propia Asamblea y sus militantes a través de su prensa y reuniones en todo el país, han militado por la desaparición de Israel como Estado independiente, y su integración en el seno de una Palestina multiracial. Resulta difícil encontrar en la historia de cualquier nación un ejemplo tan irrefutable del principio democrático y un rechazo de la identificación entre el concepto de traición y el de expresión de opiniones, por muy extremas que éstas sean.

Otro dato particularmente elocuente nos lo da el redactor jefe de « Le Nouvel Observateur » en un informe publicado en el curso del mes de febrero en el semanario progresista francés. Jean Daniel recorrió la Cisjordania, hoy temporalmente ocupada, y no solamente se percató de la hostilidad palestina hacia Israel —si bien enterada de cierto fatalismo—, sino lo que es más importante, al partir con los notables y alcaldes cisjordanos, éstos no ocultaron sus sentimientos inamistosos hacia los ocupantes, incluso en términos duros, sabiendo no sólo que sus declaraciones iban a ser publi-

casadas, sino incluso reclamándolo para que el mundo conociera sus sentimientos.

Ahora podemos dedicarnos a la teorización, a la valoración de la Conquista —lo que no dudará en hacer—, buscar cinco pies al gato —lo que no es de mi incumbencia—, pero debemos admitir que la actitud de los israelitas, más allá de limitadas peculiaridades tácticas, hunde sus raíces en la configuración espiritual de la ciudadanía que encuentra en el mantenimiento a ultranza de las libertades democráticas su radical esencialidad.

Por ello, y por lo que de ello se deriva, al margen de limitados condicionamientos, y con referencia al planteamiento estrictamente político, para la izquierda democrática, Israel constituye un módulo ejemplar.

b) Con relación a los aspectos económico-sociales, la nueva izquierda pone el acento con particular brío en la autogestión, destacando repetidas veces sus realizaciones en Yugoslavia y en Argelia, aunque mucho nos tememos que respecto a este segundo país sus ilusiones no se diferencien de las del amante defraudado. Precisamente el pasado 14 de febrero, el « Diario Oficial » argelino insertó el texto de una ordenanza y varios decretos de aplicación de la reforma de la autogestión agraria firmados por el coronel Bumedian, que limitan extraordinariamente su ámbito no solamente porque el director de la explotación es designado por el Gobierno, sino porque, asimismo, sus facultades se amplían hasta poder oponerse con éxito a las medidas adoptadas por el Comité de gestión, que es el órgano ejecutivo del Consejo y de la Asamblea General de Trabajadores. Frente a este tipo de autogestión elaborada por tecnócratas y con otro sentido originalmente más democrático que la desenvuelta de Yugoslavia —en cuyo origen encontramos principalmente la pre-ocupación de los dirigentes del Estado y de la Liga por encontrar una modalidad apta de desarrollo económico—, las colectividades autogestionadas de Israel se anticipan incluso al nacimiento del Estado por constituir la forma más humanizada comunitaria de trabajo, aun cuando solamente a partir de aquél se insertan en la estructura social como una de sus determinantes constitutivas.

Es de sobra conocida la epopeya de los Kibbutzim y de los Moshav, y también abundan las nociones sobre su funcionamiento; por ello la insistencia pecaría de reiterativa. Sin embargo, conviene subrayar que su creación no se debe a un pragmatismo improvisado, sino que en ella subyace una ideología que si del sionismo toma el mensaje apasionado y profético sobre la implantación en la Tierra Prometida, es en el socialismo donde encontraremos los principios orientadores de la praxis que los pioneros van a desarrollar, y en los que se van a educar las generaciones futuras. No en vano los fundadores de las colectividades autogestionadas, y posteriormente del Estado, inmigraron de las regiones rusas y polacas donde estaba implantado el Bund, el partido socialista judío y el ambiente bundista en el que vivió su juventud representó para ellos una pedagogía ejemplar y consecuente.

En la misma dirección, si bien con las variantes propias de su peculiaridad técnica, ha crecido la economía israelita en los más diversos terrenos, de forma que en la actualidad la mitad de la

producción del país se realiza en las empresas de Histadruth, la gran Central Obrera, la cual no se mueve simplemente en la órbita de la gestión —lo que quizá le podría hacer incurrir en los riesgos del corporativismo de estilo norteamericano—, sino que se norma sindicalismo socialista estrechamente vinculado a los partidos socialistas israelitas —el del Trabajo y el Mapam—, que trabajan cordialmente asociados.

Abordaríamos a la unilateralidad de color rosa si no pensáramos que la ayuda de los judíos norteamericanos en relación con el sector capitalista nativo pudiera extender una influencia nociva, y de hecho, el peligro existe.

Sin embargo, creemos que el mantenimiento de los principios socialistas en las distintas esferas de la vida, y que son constitucionales con la existencia de la nación hebrea, se verán sostenidos por su contraste positivo con un mundo que para liberarse de la opresión secular busca de nodadamente modelos de este tipo de acuerdo con las vías propias de cada país, y entre los cuales se halla el israelita con características precursoras dentro de un condicionamiento específico.

Quedan, naturalmente, los aspectos que por su actualidad sitúan al Estado judío como centro de las enconradas opiniones de la izquierda. Son el de los territorios ocupados y el de los refugiados.

No pasa día sin que la TVE nos hable de la agresión israelita, y para situar el problema conviene interrogarnos —sin emitir valoraciones culpables— sobre la capacidad que una propaganda exacerbada y sostenida durante varios lustros tiene para vincular a efectos catastróficos sus persistentes incitaciones. Porque ¿de qué ámbitos surgían y hacia qué masas iban dirigidas las repetidas promesas de destrucción y de echar al mar a los supervivientes? Porque de esto se trataba, ni más ni menos: de aniquilamiento, y para los judíos, y para todos y cada uno de los ciudadanos de Israel, confrontando la amenaza con el monstruoso cumplimiento de la profecía en la civilizada Europa, lo que estaba en juego no era simplemente la independencia del Estado, sino la supervivencia física de sus componentes.

Y respecto a los pueblos árabes, ¿es que tantas esperanzas de cumplimiento histórico enarboladas por sus líderes no habrían de concretarse algún día? Y al fin y al cabo, el eliminar a Israel ¿no representaba la resolución de la resurrección nacional árabe, el testimonio indudable de que se habían superado definitivamente los aspectos folklóricos de su nacionalismo, la prueba victoriosa de que le era posible participar seriamente en la problemática mundial? La moralizadora historia del aprendizaje de brujo se repitió una vez más, y a Nasser incumbió la representación del personaje, porque fue él quien al conseguir frívolamente la evacuación de los Cascos Azules preparó la guerra, y fue asimismo él quien al bloquear el estrecho de Tirán la inició.

Porque Israel es un bastión sitiado y para su existencia son vitales los caminos del mar, y cerrar el que la relacionaba con África y Asia era iniciar el primer acto de la tragedia.

Israel no quería la guerra —y dejamos de lado las razones esenciales, las dictadas por su manera de ser— porque no la necesitaba. Se la impusieron sus enemigos. Y por eso al terminar (Pasa a la página 7)

ALÍVA ESPAÑA

LOS ESCANDALOS DEL REGIMEN

De cuando un Juez de Instrucción es procesado por ofensa a fuerza armada

Tenemos a la vista el testimonio del auto de procesamiento « contra el señor Juez de Primera Instancia e Instrucción de Lorca (Murcia), don José Presencia Rubio, por ofensa a fuerza armada », dictado el 2 de julio de 1969 por el comandante de artillería don Diego Sánchez García, juez del juzgado eventual de Murcia de esta causa.

Nada más comenzada la lectura, nos parece significativo que el auto de procesamiento se dirija contra el Juez de Primera Instancia e Instrucción, y no contra don José Presencia Rubio, que desempeña ese cargo. Es decir, que se procesa al Juez en tanto que tal. Grave, muy grave, pues, debe ser la ofensa a fuerza armada, y mayor aún por la importancia del ministerio que ofende y al que se enjuicia. No es cosa ordinaria ver a un Juez de Primera Instancia en esa situación. Pero vayamos a los hechos.

Resulta que el 1º de junio del año en curso, el Juez de Primera Instancia e Instrucción de Lorca se encontraba próximo al lugar donde se había producido un accidente, y entendiéndose que se hacía necesaria la presencia de fuerzas de la Guardia Civil de Tráfico al objeto de esclarecer el suceso, hizo llamar por teléfono al cuartel de dichas fuerzas. Llegó con retraso al lugar del accidente el sargento de la Guardia Civil don Pedro Vives Sánchez, quien se presentó al Juez, « con la fórmula usual —copiamos del auto de procesamiento— de saludo militar y « buenas noches, don José », a lo que el señor Juez, sin mirarle y despectivamente, dijo, mirando al reloj, « Algo tarde », intentando entonces el sargento explicar las causas del retraso sin que el señor Juez de Instrucción le dejase llevar a efecto esta explicación, repitiendo en tono descompuesto: « He dicho tarde, sargento ». Ante el nuevo intento del sargento de llevar a cabo la explicación, el señor Juez de Instrucción, bajando la mano rápidamente con el dedo índice extendido, y levantando aún más la voz, volvió a repetir la frase de « Ha llegado usted tarde », a lo que el sargento respondió al señor Juez de Instrucción que no le gritara, que tenía el carácter de Fuerza Armada y por tanto debería hablarle con moderación ».

« Que por la forma en que se produjo este incidente —seguiamos copiando— y la cantidad de público que lo presenciaba, son muy de tener en cuenta las frases « Retírese usted, sargento, se acordará de esto », todo ello pronunciado por el señor Juez de Instrucción, don José Presencia Rubio, en tono descompuesto y haciendo saber al sargento, mediante requerimiento de testigos de estos hechos, que pensaba emprender contra el mismo una actuación judicial ». Conviene añadir que el sargento justificó después el retraso por tener que vestirse de uniforme y por la lejanía del cuartel al lugar del accidente.

Esos son todos los resultados, en los que va contenida la actuación de « ofensa a fuerza armada », contra el señor Juez de Instrucción de Lorca. Hay que retener, pues, estas frases: « algo tarde », « he dicho tarde, sargento », « ha llegado usted tarde », « retírese usted, sargento, se acordará de esto ». Y por si fueran éstas pocas ofensas, las pronunció además en tono descompuesto y « bajando la mano rápidamente con el índice extendido ». ¡Terrible ofensa! Mas lo va a pasar el señor Juez de Instrucción.

no sólo se le incluye en varios artículos del Código Militar, y muy especialmente, la de 3 de abril de 1957, que amplía el contenido del precepto indicado hasta ser de aplicación por simples amenazas y palabras tendientes a producir enfado, fastidio o desagrado en la Fuerza Armada ». No sabemos que existiera una definición clara, ni de ninguna especie, del delito de ofensa. Lo que parece imposible para la justicia civil, que lo deja a la interpretación de la conciencia pública, la exquisita sensibilidad de la justicia castrense tiene previsto un inenxusto caudal de ofensas.

Y seguimos copiando: « Considerando que en atención a que la pena que en su día pudiera considerarle no exceda de seis años de prisión, se está en el caso de acordar la libertad provisional del procesado, quien deberá comparecer ante este juzgado los días primero y quince de cada mes... Considerando que a tenor de lo prevenido en el artículo 699 de la expresada Ley Militar, cuando de las actuaciones del sumario aparezcan cargos que puedan producir responsabilidades civiles, se dispondrá el embargo de los bienes en la cantidad que se considere suficiente, a no ser que el interesado preste fianza bastante para responder en caso de condena ».

La justicia civil, o un representante de la justicia sin más, ha caído en manos de la justicia militar, aunque no estemos oficialmente en estado de guerra y que el origen de la causa sea un corriente accidente de la circulación. Y aquí tenemos a un comandante de artillería ejerciendo una función de juez, que no es la suya, convertido, además, en juez y en parte puesto que dictamina sobre un delito de ofensa (extraña ofensa!) a fuerza armada.

El caso parece escandaloso, ¿pero quién se escandaliza ya de las cosas que ocurren en España? El franquismo es un régimen militar de ocupación de su propio país y se defiende militarmente hasta en los asuntos más triviales de la vida ordinaria. Lo realmente sorprendente es que se mantenga esa apariencia de justicia civil. ¿Por qué los jueces de instrucción no son Guardias Civiles? ¿Por qué no se militariza sin tapujos a todo el mundo? ¿Y por qué no se les cortan los dedos índices a todos los españoles para que no puedan extenderlos ofendiendo así a la fuerza armada, como ha hecho el señor Juez de Primera Instancia de Lorca?



Homenaje a los veteranos del Partido Socialista

A iniciativa del Grupo Femenino Socialista de Méjico, se organizó en aquella ciudad (ver LE SOCIALISTE del 23.3.69) un acto de homenaje a los veteranos militantes del Partido Socialista Obrero Español mayores de setenta años de edad. Presidió la compañera Purificación Tomás, por el Grupo Femenino Socialista, y dirigió unas palabras el compañero Claudio Diamantino, por la U.G.T., asociándose al homenaje. El compañero Enrique López Sevilla, en nombre de la Agrupación Socialista, pronunció el magnífico discurso que publicamos a continuación.

Ofrecimiento de Purificación Tomás

Compañeros y Compañeras:

El Grupo Femenino Socialista os ha invitado hoy a participar en este acto de acusados perfiles humanos. Estos minutos de convivencia que estamos entregando a los veteranos del Socialismo español, encierran el propósito de rendirles nuestra admiración y respeto por toda una trayectoria de implicidad a las ideas que lleva implícitas muchos años de lucha, de sacrificio y, también, de íntima satisfacción espiritual.

Muy lejos de nuestro propósito convertir este homenaje en un tributo a la vejez, como reconocimiento póstumo de algo liquidado. El hombre y la mujer que caminan por la vida prendidos de unos ideales sembrando la semilla de sus afanes y procurando, en un gesto de desprendimiento, entregar parte de sí mismos a los demás, muestran, aun en el invierno de su existencia, una lozanía de corazón y espíritu. Si a alguien hemos de

compadecer será a aquellos que perdidos en la indiferencia y la apatía nada tienen que legar a la humanidad, porque han transcurrido en un campo yermo de inquietudes.

Una de las manifestaciones más sentidas y elocuentes que se han producido en torno al valor de la veteranía socialista, la hemos encontrado hace unos días en las páginas ya amarillentas por el tiempo de un número de « Adelante ». En 1942 la pluma que suponemos de Manuel Albar, reflejaba este hermoso sentimiento dedicado a cuatro veteranos que acababan de llegar de Europa con la pesadumbre de los inicios del exilio: « Estos compañeros pertenecen a las primeras generaciones socialistas —las heroicas— que sembraron semillas de fe en la España desalentada y sombría de finales del siglo pasado y comienzos del presente. Razón tenemos para ver en ellos un símbolo de perseverancia y un ejemplo de honestidad, dos virtudes

que encabezan el catecismo para uso de buenos militantes. Más de medio siglo de historia socialista se proyecta en las figuras señeras de estos cuatro abanderados —por derecho propio— de nuestro Partido. Manos firmes, por más jóvenes, podrán sostener mañana los antiguos estandartes. Más nobles y leales, no ».

Interpretado nuestro sentimiento en este día por aquel mensaje de « Adelante », las mujeres socialistas y simpatizantes, lo rubricamos plenamente y se lo entregamos emocionadas a los veteranos de hoy, los que honran nuestra mesa y nuestro acto también por derecho propio.

Nuestro exilio ha sido largo. Debemos decir con orgullo que la tónica del mismo ha sido la dignidad, la lealtad con que lo mantenemos. Muestra elocuente de esa elegancia espiritual que nos permite a los exiliados sobrellevar nostalgias y ver al mundo con la cabeza levantada, son estos hombres y mujeres que veis aquí, encanecidos, acaso fatigados físicamente por la ley de los años, pero firmes en el espíritu, ofreciéndonos a las generaciones más jóvenes el ejemplo magnífico de una vida fructífera.

Compañeros veteranos: Al entregaros nuestra gratitud por lo que ha tenido y sigue teniendo de estimulante vuestra conducta para nosotros, queremos terminar esta intervención repitiendo las palabras de ayer que son las de siempre: Manos más firmes han recogido ya los antiguos estandartes, pero estamos seguros que ni esas ni las que puedan venir, os aventajarán en nobleza y lealtad.

(Grandes aplausos).

cima de los obstáculos y de los sufrimientos.

2. — La veteranía

Hoy, en esta etapa de la historia humana en que la cosmónautica ha llevado al hombre a las regiones siderales, donde la técnica depositará dentro de unas semanas al hombre en la Luna; hoy, cuando esa misma técnica sirve para que hombres cultos sojuzguen pueblos que quieren ser libres, o que otros hombres no menos cultivados asesinen a seres indefensos; hoy, cuando el sistema neocapitalista succiona a través de las ventosas del pulpo de la publicidad, para sus finalidades de producción expansiva, la generosa y virgen energía juvenil, « con capacidad de agresión » como enfáticamente solicitan, para arrojarlos a una lucha primaria e inmisericorde en estos escenarios comerciales e industriales selváticamente competitivos; hoy, en que son apartados friamente de la tarea colectiva del progreso social los que dejaron de ser jóvenes, como si el hecho natural del embejecimiento fuera un grave delito o un enojoso estorbo que hacen inoperantes la experiencia o el saber acumulados. Hoy, cuando la máquina vale más que el hombre, en este ambiente de insensibilidad y violencia, nosotros los socialistas nos reunimos sencillamente en amistosa fraternidad para rendir homenaje a unos hombres que han vivido y han luchado por el bien de los hombres.

Aunque nuestro Partido ha mantenido siempre un criterio de parquedad respecto de los homenejes personales, y no precisamente por indiferencia o ingratitud, sino por estimar que todo socialista que se precie de serlo está retribuido en su conducta con la conciencia del deber cumplido, sin embargo, justo es reconocer que al Comité de la Agrupación Socialista le ha parecido plausible por lo acertada, la idea del Grupo Femenino de convocarnos hoy alrededor de los compañeros y compañeras con más de setenta años, que, por su ejemplo, merecen de nosotros el respeto, la gratitud y el afecto.

¿Quién de nosotros no tiene que agradecer alguna enseñanza valiosa de algún veterano? Aunque resulte ingrato hablar en primera persona, por conocer mejor que nadie del asunto, os quiero confesar que yo soy socialista porque hace cuarenta años me impulsó a serlo el ejemplo de inteligencia, valentía y abnegación que, en las postrimerías de la dictadura de Primo de Rivera, ofrecía en la Universidad de Murcia el compañero Laureano Sánchez Gallego, mi maestro en la cátedra de Derecho Romano, muerto en el exilio como tantos compañeros nuestros y enterrado en Méjico, allá en Tijuana.

Es posible que yo carezca de las virtudes que deben adornar a todo militante socialista, pero si tuviera algunas, es seguro que de ellas tendría que estar agradecido por ser deudor, al compañero Joaquín Bustos, a quien conocí en Bilbao el 1933 y con cuya amistad me honro desde entonces. El compañero Bustos era en aquellas fechas ordenanza del Ayuntamiento de la Invicta Villa, y aun sin él proponérselo, fue también mi maestro: Su honestidad casi angélica, su sencillez humana, su serena inteligencia, su tolerancia en medio de rigor de su austeridad, su bondad de siempre me enseñaron lo nefasta que es la vanidad en el Socialismo, lo inútil de la pedantería y lo repulsivo del resentimiento; de lo necesario que ha sido a la vida de nuestro

Partido el sincero sentimiento de humildad que tan bien sienta a los que ejercen poderes de dirección. Eso y otras muchas cosas, que pude aprender en la Universidad, me fueron enseñadas por este compañero tan veterano que vive también en Méjico.

Nuestros veteranos, los de hoy y los de siempre, con el pedestal de una vida brillante, o en el anonimato de una vida de hombres sin nombre, constituyen la solera fundamental de nuestro Partido y justifican, en su simbolismo, la permanente razón esencial del Socialismo español. Alguien ha dicho que el arte de envejecer es el arte de conservar intactas las esperanzas. ¿Acaso en estos compañeros las esperanzas están abatidas, por muy castigados que se encuentren por la edad? No y mil veces no. Muchos de ellos todavía se encuentran en activo, ayudando al Partido con su inteligencia, con su esfuerzo de todos los días. Pero aún los que por su handicap físico se encuentran alejados de la actividad militante, demuestran en todo momento estar vivos y dispuestos a la ayuda. Hace unos días, un veterano de nuestra Agrupación, cuyo nombre omito por no abrumarlo en su natural modestia, exento reglamentariamente del pago de cuotas porque hace tiempo no trabaja ni percibe ingresos, ha escrito una carta al Comité contestando esa circular donde con apremio estamos pidiendo dinero a todos. En su respuesta nos dice que aunque su situación no ha cambiado, considera que la situación del Partido sí, por la agravación de su problema económico, y por lo tanto, independientemente de como resuelva su asunto personal, quiere reanudar las cotizaciones. ¿No es este un conmovedor gesto de esperanza inalterable? ¿No es esto un acto de valentía juvenil? ¿No es esta una decisión que expresa tesoros de vitalidad inextinguible? Sí. Este ejemplo de un veterano expresa el síntoma de que estamos, no de que hemos pasado.

Y en ese estar, en ese clima que nos envuelve a todos, a los de más y a los de menos de setenta años, seguimos viviendo con nuestra preocupación ampliada en los problemas de España, casi asfixiados por el vacío de la ausencia, con el hondo pesar de una vida que se siente frustrada porque quiso construirse sobre esa tierra que no se pisa; sufriendo la corrosión de un exilio prolongado, donde el dinamismo de la voluntad de servicio, que debería utilizarse, que debería canalizarse, que debería quemarse en la solución directa de los problemas de nuestra Patria (problemas que hoy otros enturbian y agudizan allí) ese dinamismo se estanca y se agría y a veces se agita en el exilio encrespándose en disputas teñidas de encono personal. Sí, aquí estamos y así estamos renovando cada día la callada angustia de sentir que el tiempo se escapa y se lleva las posibilidades de fructificación de nuestras mejores esperanzas. Pero esto es lo de dentro de nosotros, que como catarsis depuradora, conviene airear públicamente de vez en cuando. Y por fuera, ganándonos la vida por los rumbos del decoro, a veces con el gesto duro y los puños apretados.

Y así seguimos desde hace treinta años, con esa obstinada esperanza, que nada tiene que ver con la revancha ni el resentimiento; reuniendo los Comités cada semana, las Asambleas cada tres meses, los Congresos cada dos años; publicando nuestro periódico sin interrupción y los libros y folletos que podemos, cuando las circunstancias nos lo deparan. No viviendo de recuerdos, sino de realidades y

Discurso de Enrique López Sevilla

1. — Sentido del homenaje

El Comité de la Agrupación Socialista Española, que comparte con el Grupo Femenino Socialista la responsabilidad en la iniciativa y culminación del acto que hoy nos congrega, me ha conferido el honoroso encargo de pronunciar unas palabras que expliquen el pensar y el sentir de nuestra Directiva sobre este justificado homenaje; palabras que voy a dirigirlas con el mayor gusto y la mejor de mis emociones personales.

Del grupo de socialistas que nos encontramos ahora reunidos, bastantes de ellos nacieron antes que comenzara este siglo XX que nos ha tocado vivir; este siglo XX tan trepidante, tan grandioso, pero tan plagado de injusticias. Y estamos reunidos, para rendir testimonio de gratitud y afecto a estos veteranos de nuestro Partido con más de setenta años.

Cuando actos como el presente se piensan y realizan con un criterio selectivo basado en fechas de natalicio, conviene tener en cuenta que el nacimiento puede ser un hecho trascendental, pero es un acto irresponsable. Nadie tiene la culpa o la honra de estar en el mundo de los vivos. Nos trajeron aquí sin pedirnos paracer, ni en cuanto al hecho en sí, ni en cuanto a la fecha en que este habría de producirse; y arrojados a este mar, aquí estamos nadando ca-

da quién por su cuenta y razón y según sus necesidades y sus posibilidades.

Sin embargo, si el hecho de nacer es un fenómeno sin responsabilidad para el que nace, muchas veces es un mérito el haber seguido viviendo. Sobre todo, si han tenido que ganarse batallas personales contra la esclavitud o el sarampión cuando niños contra el treponema o los bacilos de Koth cuando jóvenes; si se ha tenido que luchar contra la miseria y el analfabetismo. Los que nacimos ya en este siglo hubimos de padecer dos guerras mundiales, y los españoles, la nuestra propia, y aquí en Méjico, los terremotos, los peligros del suggestivo y sabroso molepoblano, los riesgos de los accidentes de tránsito y hasta la altitud aguilina del Distrito Federal. Efectivamente esta supervivencia representa una victoria sobre el misterio del no-existir.

Pero conviene puntualizar que no estamos aquí ahora para festejar fechas de nacimientos, pues sería tanto como rendir culto a la casualidad; ni para admirar los méritos biológicos de los que han podido llegar a los setenta años. A esa edad han llegado los buenos y los malos. Superviviente de esa etapa es también alguien en España con oficio de dictador, quien a los treinta años de su «pacificadora» tarea, tiene que imponer medidas, que él califica de excepción, contra nuestro pueblo. Este hombre es un superviviente, y a pesar de ello, no creo que ninguno de nos-

otros esté dispuesto a rendirle más homenaje que el del desprecio.

Nosotros estamos aquí por algo más. Junto al influjo sentimental que nos provoca la convivencia con todos los compañeros homenajeados, junto a ese sentimiento, surge también en nosotros, como producto de un fenómeno de serena reflexión, la idea de estar corroborando y reafirmando lo que somos por lo que fuimos y lo que hemos de seguir siendo por lo que somos. Estamos aquí, en un apretado círculo de sincera bienquerencia, alrededor de unos veteranos de nuestro Partido, cuya larga vida se sustentó y prestigió en una conducta limpia, fecundándose en una historia, a veces brillante y otras anónima, de honesta y ferviente fidelidad a nuestras ideas. Conductas e historias que constituyen el substratum y fundamento de nuestro Partido. No estamos aquí para rendir un piadoso culto a la senilidad, desempolvando reliquias, sino para reagudar la acción en la misma fuente de nuestra propia energía. No estamos aquí sólo para recordar mirando al pasado, sino para avivar la esperanza, encarándonos con ese futuro que se aproxima, henchido de promesas. No se trata, como dijera un socialista ilustre, de «conservar las cenizas sino de avivar una llama». Este homenaje no es a la vejez, que puede ser indigna, sino a la veteranía lúcida y honesta, al fruto de unas vidas llenas de dignidad, que en su larga trayectoria sembraron de ejemplos el camino, por en-

propositos efectivos con proyección al porvenir de España, cambiando a nuestro modo.

Nuestra vivencia histórica dicta, que hoy se aliquidará y sumará en una serenidad sin dogmas y en una renovada energía que no claudica, sigue impregnada del mismo mensaje que nos legara el « Abuelo ». Nuestro fervor socialista, condensado en la veteranía, no consiste en hacer del pasado presente, sino en aprovechar lo aprovechable del pasado y hacer del presente el punto de partida para las tareas del futuro. Carecemos de espíritu de revancha, pero nos sentimos legítimamente dueños de todo nuestro prestigio de siempre, de ese prestigio que no puede repentizarse, que se lleva, como decía aquel castizo marino, « en la masa encefálica de la sangre »; dispuestos a transferir en el momento oportuno que ha de llegar, la antorcha a manos vigorosas, y con la satisfacción de comprobar que la llama de esa antorcha no se ha apagado mientras hemos sido portadores de aquella, y con la promesa de que no extinguirá jamás en nuestras manos.

3. — El Partido

Algunas gentes, de esas que nos califican como « socialistas históricos », podrían preguntarnos, después de oído todo esto, si el Partido Socialista Obrero Español es un partido de viejos. El Partido Socialista Obrero Español es un Partido antiguo, pero juvenil, con afiliados jóvenes de todas las edades. Quevedo dejó dicho que « se vive en hechos, no en años ». Y los hechos que nos ha tocado vivir han sido tan tremendos, tan estimulantes, tan llenos de fuerzas agresivas, tan cargados de electricidad, que es como si no hubiéramos tenido tiempo de envejecer, galvanizados por la inconformidad. Ortega y Gasset define a la juventud como « una generosa inadaptación a todo lo que es imperfecto en el medio donde vive ». Los socialistas, los de más edad y los de menos edad todos somos unos inconformes, pues no podemos adaptarnos al nombre, que lo enajena, que lo deshumaniza (a veces dentro de reales jaulas de oro), que considera su trabajo como una mercancía sujeta a las fluctuaciones de la oferta y de la demanda; un sistema económico donde se produce intensivamente con esenciales fines de lucro para que la gente consuma intensivamente e irreflexiblemente a veces y casi siempre, dando a la producción el frío carácter de un negocio donde no se tiene para nada en cuenta la atención de las imperiosas, apremiantes y auténticas necesidades humanas.

Naturalmente que en la nómina de jóvenes de todas las edades que integran las filas de nuestro Partido, cada cual tiene su papel. Ya lo dijo nuestro Baltasar Gracián: « piden las edades los empleos: compete el valor a la mocedad y la prudencia a la vejez ». Sin exaltar la prudencia como instrumento de lucha, aunque sin desdeñarla, me parece que los socialistas, y este acto de hoy lo está proclamando, estamos de acuerdo con aquello que dijera hace seis siglos otro paisano nuestro, aquel Juan Ruiz, aquel descarado Arcipreste de Hita, quien con un desenfado juvenil, con su actitud literaria, popular y realista, del « Mester de Juglaría », combatió y rompió el anticuado molde del « Mester de Clero » de su época, y eligió sin embargo, y sin ninguna reserva, a la gente madura:

« Está en los antiguos el seso y la sabyanca.

Es en el mucho tiempo el saber y la ciencia ».

Nosotros, que somos un Partido de clase, que no somos un partido de élite, necesitamos el saber y la ciencia. Que se adquieran, o pueden adquirirse en las Universidades oficiales, pero principalmente se aprenden en aquella que nos depara la propia vida cotidiana, la prolongada vida cotidiana cuando es fecunda en experiencias.

A mí, que me gusta el mar, y duiza para quemar en esta alplianicie mejicana mi nostalgia marinera, quiero concluir diciendo que me figuro nuestro Partido como un barco. Un barco botado al agua hace cerca de un siglo, que surca los mares ideales del porvenir de España, rumbo al puerto seguro de una sociedad socialista. En su travesía, donde las horas de bonanza han sido la excepción, ha sufrido tormentas, ha capeado temporales, ha quedado en ocasiones desmantelado y en otras al garate, pero ha navegado siempre con rumbo cierto y definido, evitando el triste espectáculo que ofrecen las singladuras escandalosas del oportunismo político. En ese barco que es nuestro Partido, la proa que abre camino, que rompe las olas, es la juventud, nuestra juventud; la que ofreció siempre su generoso entusiasmo al Partido, la que disciplinadamente acató y ejecutó lo que acordara el Partido. La máquina, el motor, somos todos los afiliados, los de ayer, los de hoy y los que serán mañana; la masa anónima de hombres y de mujeres del Partido, y de esa masa organizada, que es fuerza por tanto, algunos de esos hombres han sido llamados hoy para manejar el timón.

Y así vamos navegando, surcando las aguas, a veces, como hoy, turbias y alborotadas, donde muchas esperanzas al marcharse van dejando una estela de sinsabores y de sacrificio. Pero seguimos navegando impulsados por nuestra fe en ese Socialismo que hará de los hombres que están hechos « de un barro poco cocido », como decía León Felipe, imperfectos, pero perfectibles, unos seres más solidarios y amistosos, unos seres más humanos. En esta travesía habremos de navegar muchas noches sin luna, que pudieran propiciar la inseguridad del rumbo. Aunque nuestro barco lleva buena brújula y tiene buen brazo nuestro timonel, por si aquella se rompiera por motivos ajenos a nuestro control, el timonel de nuestro barco como el de aquellos veleros que antes navegaban al impulso de los vientos favorables, tendrá el recurso de orientarse mirando a lo alto, poniendo los ojos en esa noche donde brillan conselectivamente las conductas ejemplares de nuestros veteranos socialistas, que en su paradigma luminoso, y como faros que proyectan el amistoso aletazo de claridad, o el parpadeo benefactor de la estrella Polar o la Cruz del Sur, han de servir como guías de nuestro barco a su ineluctable puerto de destino.

En el ejemplo estimulante de nuestros veteranos de ayer y de hoy tenemos absoluta confianza. Ella nos respaldará y nos infundirá el ánimo necesario para que sorteando los escollos sea posible la travesía victoriosa.

Porque así lo pensaron y organizaron las mujeres socialistas de nuestra Agrupación, esta confianza se viste hoy de fiesta, al participarla con los compañeros veteranos que han aportado su esfuerzo para que hoy podamos tenerla y sentirla, y que ahora son los receptores inexcusables de nuestra sincera gratitud y de nuestro profundo afecto. (Grandes aplausos).

Adversarios y censores de Carlos Marx insisten a menudo en sus « errores »; consideran como tales sus apreciaciones de los factores históricos, se equivocó, afirman ellos, al no tener bastante en cuenta los elementos nacionales de los movimientos revolucionarios, apreció mal las fuerzas sociales actuantes en Rusia y en los Estados Unidos, consideró de una manera muy simple la toma del poder, sus juicios fueron erróneos en algo que tenía a la vista, como la Revolución de 1848 y la Comuna de París, lo mismo que estimó equivocadamente el papel que iban a desempeñar el proletariado y las llamadas clases medias; hundió, con diversos conflictos, la Asociación Internacional de Trabajadores, la Primera Internacional, y estos malos cálculos lo descalifican como pensador y conductor de las multitudes.

Los contradictores de Marx dejan de tener en cuenta que los hombres científicos, los creadores o continuadores de la ciencia, no enuncian verdades definitivas y absolutas, sus verdades son relativas, se refieren al momento en que viven, al estado de cosas que ellos estudian, expresan verdades parciales superadas después; mas nadie pone en duda su inmensa aportación al progreso de la humanidad. Marx fue también un hombre de ciencia, de hechos sociales, y como tal, sus verdades son relativas y han sido superadas.

Por otra parte, la doctrina de Marx depende del punto de vista en que uno se coloca. Por ejemplo, Bernstein, Kautsky, Lenin o Rosa Luxemburgo, marxistas, cada cual a su manera, consideran y desarrollan aspectos distintos, o los interpretan de formas diferentes. Los teóricos continuadores de Marx entenderán, cada uno a su manera, los llamados « errores » por los detractores; sostendrán, en ciertos casos, que no hay tales,

o empezarán por poner en tela de juicio la naturaleza de los mismos.

Lo importante del marxismo estriba en su método de investigación y al servicio de quien le pone. « Es aparentemente — escribe Marx en la « Introducción a la Crítica de la Economía Política » — un buen método empezar por lo real y lo concreto, luego, en la economía, por la población que es la base y el sujeto del acto social de la producción en su conjunto. Sin embargo, mirándolo bien, ese método es falso. La población es una abstracción si deo de lado, por ejemplo, las clases de que ella se compone. Estas clases son a su vez una palabra vacía de sentido, si ignoro los elementos sobre los que reposan, por ejemplo, el trabajo asalariado, el capital, etc. Estos suponen el cambio, la división del trabajo, los precios, etc. Luego si empezase por la población, me haría una representación caótica del conjunto; después, por una determinación más precisa, procediendo por análisis, llegaría a conceptos de más en más simples; este punto alcanzado, tendría que hacer el viaje al revés, y llegaría de nuevo a la población. Esta vez, no tendría bajo los ojos un montón caótico, sino un todo rico en determinaciones, y en relaciones complejas. Históricamente, el primer camino es el seguido por la economía naciente. Los economistas del siglo XVII, por ejemplo, empiezan siempre por el conjunto vivo, la población, la nación, el Estado, varios Estados, etc.; pero terminan siempre por descubrir, por medio del análisis, cierto número de relaciones generales abstractas, que son determinantes, tales como la división del trabajo, el dinero, el valor, etc. Después que esos momentos particulares fueron más o menos fijados o abstraídos, se vio surgir los sistemas económicos que se elevaron de lo simple, como el trabajo, divi-

sió del trabajo, la necesidad, el valor de cambio, hasta el Estado, el cambio entre naciones y el mercado mundial. Este último método es manifiestamente el método científicamente exacto. Lo concreto es concreto, porque es la síntesis de numerosas determinaciones, luego unidad de la diversidad. Es por lo que lo concreto aparece en el pensamiento como el proceso de la síntesis, como el resultado y no como punto de salida, todavía cuando es verdadero punto de salida, y en consecuencia el punto de arranque de la intuición y de la representación. En el primer método, la representación plena se volatiliza en determinaciones abstractas; en el segundo, las determinaciones abstractas desembocan en la reproducción de lo concreto por medio del pensamiento ».

Tenemos, pues, un método al servicio de la clase obrera, consciente camino de su emancipación en la mayor parte del mundo, y la prueba de la veracidad de los argumentos del marxismo la tenemos en su eficacia y adopción por las masas explotadas agrupadas en sindicatos y partidos que tienen por fundamento de su actividad las perspectivas prácticas y los principios teóricos que importa reajustar en función de las circunstancias.

Los sucesores de Marx han podido desarrollar sus indicaciones principales y enderezar ciertos fallos, de poca monta; adaptando el marxismo a esas nuevas circunstancias.

Si Marx definió una concepción de la producción de la verdad que rompe con las costumbres impuestas por el empirismo — idealista o realista — debemos, por lo menos, preguntarnos si su trabajo aparece como un juicio que admite la noción empírica del « error ». Pero aquí no iremos más lejos y nos permitiremos recordar que Marx se reputaba de la ciencia y que tenía por tal, lo que se entendía en su época.

Réconciliation germano-russe ?

par Jules Humbert-Droz

Les relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne fédérale passent par une période de dégel certain. Les chefs du Kremlin sont sérieusement inquiets de leur conflit avec la Chine maoïste. Les conversations de Karabrosk concernant la navigation sur le fleuve Amour et ses affluents ne progressent pas et de nouveaux incidents frontaliers assez graves ont eu lieu. Le Gouvernement soviétique menacé en Extrême-Orient ne peut maintenir un état de tension artificielle à l'Occident avec l'Allemagne fédérale. Le Kremlin est fortement impressionné aussi par la force économique et financière de l'Allemagne. Sous la direction énergique du ministre socialiste Schiller, l'Allemagne fédérale a non seulement résorbé en quelques mois plus de 600.000 chômeurs, mais sa production a considérablement augmenté. Sa balance commerciale est largement positive et le mark est la monnaie la plus solide du monde.

D'autre part, la campagne soviétique contre les revanchards allemands n'a convaincu personne. Le Parti nazi ne fait pas les progrès que certains espéraient pour légitimer leur hostilité et le Gouvernement de Bonn a autorisé la reconstitution du Parti communiste allemand déjà divisé. Le Gouvernement soviétique fait donc une volte-face. Déjà Gromyko dans son rapport très modéré devant le Soviet suprême de la politique étrangère de l'U.R.S.S. s'était montré conciliant. Mais les gestes d'apaisement se multiplient.

L'ambassadeur allemand à Moscou fut reçu par le chef du

Gouvernement soviétique, Kossyguine, pour un long entretien, le premier depuis trois ans ! Le chef de l'opposition libérale allemande Scheel, favorable à un rapprochement germano-russe, a été reçu démontrelement au Kremlin. Ce dégel spectaculaire est accompagné d'une même politique de la part de la Pologne qui avait été particulièrement hostile à l'Allemagne fédérale. Le bourgmestre de Berlin-Ouest, le socialiste Schütz, fut invité en Pologne et a fait à son retour la proposition de reconnaître les frontières de l'Etat polonais ; Gomulka proposa officiellement à l'Allemagne fédérale de normaliser ses relations avec la Pologne et de régler le problème des frontières, bien que la Pologne n'ait pas de frontières communes avec l'Allemagne fédérale et que ses frontières occidentales sont reconnues par la République démocratique. Ces avances polonaises, certainement faites en accord avec le Gouvernement soviétique, ont fortement irrité le vieux Stalinién Ulbricht qui prétendit son grand âge et son état de santé pour boycotter les rencontres internationales de ces dernières semaines. Il était l'an dernier toujours présent lorsqu'il s'agissait de frapper le Parti communiste tchécoslovaque.

Mardi soir, le bruit circulait de son prochain limogeage à la tête de la République démocratique et du Parti communiste de l'Allemagne de l'Est. Il est certainement un obstacle à une détente entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne fédérale. Le rendrat-on à Moscou responsable de la politique désastreuse de l'U.R.S.S. en Tchécoslovaquie ?

Il fut certainement le conseiller le plus acharné de la politique du Kremlin l'an dernier. Les Russes sont assez avisés pour se rendre compte du faux pas fait le 21 août 1968 à Prague. Les grandes manœuvres du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie entre le 18 et le 24 août sont une preuve de l'inquiétude du Gouvernement soviétique à l'égard des conséquences de sa politique de force.

Ils veulent contraindre les nouveaux dirigeants du parti et de l'Etat tchécoslovaque à reconnaître que leur intervention militaire fut nécessaire pour mater la contre-révolution fomentée de l'étranger. Ainsi, ils comptent sauver la face mais ils savent aujourd'hui à quoi s'en tenir. Cependant, Brejnev, dans son discours au Parlement polonais, lors des manifestations du 25me anniversaire de la République populaire de Pologne, a maintenu le principe de la « souveraineté limitée » des Etats socialistes sous une forme très diplomatique : « Le renforcement des positions du socialisme international et les conquêtes de chaque pays socialiste sont inséparables des actions de solidarité des Etats socialistes et de leur secours mutuel. L'internationalisme socialiste implique une grande responsabilité, non seulement dans son propre pays, mais dans le monde entier ».

Le gouvernement de l'Allemagne fédérale répond positivement à ces avances venues de l'Est. Willy Brandt a déclaré le 10 juillet qu'une détente était intervenue dans les relations

(Pasa a la página 6)

ACTIVA el mundo

Lecturas de vacaciones Hitler y el comunismo alemán

CONTINUO CON NUESTRA LECTURA en común de interesantes extractos del libro del escritor alemán Alfred Andersh « Las cerezas de la libertad », Seuil 1954, que fue comunista y estuvo en el campo de Dachau, en los primeros tiempos del advenimiento de Hitler :

« La Juventud comunista contaba en Munich con un millar de miembros; si hubiéramos estado bien organizados, encuadrados por el partido, convenientemente armados, hubiéramos sido capaces de convertir en dos horas Munich en un verdadero infierno. No acuso a nadie. Eramos las víctimas de una filosofía determinista que negaba el libre albedrío. Hablábamos sin parar de las masas que faltaban a nuestra base, sin ver que los obreros nos hubieran seguido si nos hubiéramos decidido a actuar de una vez. No, no lo esperaríamos siquiera; sabíamos que el partido no daría ninguna orden. Ni el partido comunista, ni el partido socialista, nadie. La República, que agonizaba desde hacía mucho tiempo, había muerto sin duda posible. Había muerto porque el centro burgués había dejado que el adversario tomara la iniciativa, y que los socialistas, no menos que el centro burgués, habían acabado por argumentar con el enemigo. La República moría finalmente porque el partido comunista negaba la idea de libre voluntad, la libertad del espíritu humano, la aptitud del hombre para escoger por sí mismo. Nadie sabía tan bien como el Comité central del partido comunista sondear las leyes de la dialéctica; sus predicciones históricas tenían la precisión de un mecanismo de relojería. Pero que la dialéctica de la historia fuera obra de los hombres, no había nadie más incapaz de reconocerlo que los dirigentes del partido comunista. Ningún análisis más brillante que el análisis marxista; pero no había acción más pobre que la acción marxista. Cuando llega el instante de la acción, está aún examinándose para saber si no se equivoca, si sigue bien las leyes que ha establecido previamente. El partido comunista que no se decidió a actuar en el momento en que la historia paría en el tumulto, en el que todos los diques quedaban sumergidos, era lógico que siguiera la otra vía: bloquearse con obstinación en el burocratismo y el terrorismo, apartar la consciencia por el sueño helado del poder ».

« En la noche del 7 de marzo 1933, en la Kaufingerstrasse, en medio de los cantos de guerra de los S.A., vivimos oscuramente la muerte de un partido al que nos habíamos adherido por creerlo espontáneo, libre, vivo y revolucionario »...

Más allá, en la noche parda :
« Al Estado totalitario contesté por una total introspección ».

« A los ojos de Kierkegaard, era asumir una existencia « estética »; a los ojos de un marxista era caer en el espíritu pequeño-burgués; en cuanto al psicoanalista, me hubiera declarado enfermo de las consecuencias del traumatismo provocado en mí por el fascismo. Todas estas explicaciones posteriores no son nunca pertinentes. Por eso yo entiendo no describir mi inversión más que para uso de los sabios que estudian en sociólogos la dictadura moderna. Hay que llegar a confundirla con los antiguos despotismos, el zarismo por ejemplo, olvidando el papel nuevo que desempeña hoy la técnica. No podría combatirse como antes, con las armas de la religión, del humanismo o del socialismo, la enorme organización técnica y planificada del

sistema moderno fundado sobre el terror y la propaganda. Frente a la Gestapo o el Ministerio del Interior, el impresor clandestino y el lanzador de bombas no son más que figuras conmovedoras escapadas del siglo pasado. Se comprueba en realidad que el sistema está minado por la técnica que ha llegado a desarrollar; en efecto, las deficiencias y los engranajes que ruedan en el vacío no cesan de agravarse. El dictador o el sistema dictatorial que cuentan con las masas, con unidades de trabajo condenadas a pérdidas más o menos importantes, desembocan fatalmente en la desagregación atómica de las masas. La contestación que da a la exigencia totalitaria el hombre atado a la máquina o a los cuadros estadísticos sólo puede ser un vasto sabotaje, silencioso y espontáneo. Es decir, que en los últimos años de la dictadura, Alemania ofreció el aspecto de una máquina en la que todas las ruedas giraban sin encontrar engranaje que actuara sobre los organismos de transmisión sobre los que el dictador contaba para actuar sobre la historia ».

¡Buena lección de esperanza!

«...los raros supervivientes —comunistas— perecieron en España y —lo que clama al cielo a falta de cualquier otro vengador— en Rusia. Fue así como corrompieron el partido comunista: de un partido de la libertad y de la revolución, hicieron un partido de funcionarios, recreando por su cuenta la fe en un jefe y los métodos fascistas de combate. Esto no hubiera seguramente sido posible si el partido no hubiera adoptado mucho tiempo antes una doctrina que niega al hombre su facultad de escoger libremente. Pero fueron ellos los que, por medio del ejercicio del terror, hicieron todo por conferir a esta doctrina errónea una apariencia de verdad, obligando a los adeptos del partido a vivir encorvados bajo el miedo del dogma »...

« La resolución de combatir hasta la muerte supone la libertad ».

« El juramento sólo puede ser prestado por un creyente a otro creyente ».

« El ejército del porvenir no puede ser más que un ejército de voluntarios; pero, en el estado en que hoy se encuentra la fe, el juramento no parece concebible. Este ejército de voluntario crecerá solo en caso de justa defensa contra un agresor injusto ».

Estas reflexiones preceden su deserción del ejército alemán, en Italia, poco antes de la toma de Roma. Cerramos con estas otras sobre la libertad :

« Es en este relámpago de libertad —lo repito una vez más : la libertad en nuestra vida no puede durar más allá de algunos instantes, pero vivimos por y para esos instantes—, es a la luz de ese solo y precioso relámpago donde forjamos el filo de la conciencia que se alza contra el destino y crea un nuevo destino. Cuando el arte europeo dejó el camino en el que la voluntad se alza contra el Fatum de la historia, Picaso y Apollinaire se dejaron caer en la libertad. Luego emergieron, envueltos en sus vapores y llevando en sus manos tablas luminosas: habían salvado el arte y cambiado su destino. El arte y el combate del hombre contra el destino se cumplen en actos de libertad absoluta, intrépida y totalmente entregada a Dios y a la nada... »

Por la traducción y la admiración.

A. B.

ISRAEL

(Viene de la página 3)

los seis días ocupó unos territorios que no fueron conquistados, sino encontrados.

Hay razones suficientes para pensar que de una u otra forma serán en su mayor parte devueltos a sus poblaciones nativas, y no por presiones de grandes potencias, inhabilitadas todas ellas éticamente para exigirlo, sino por las de su propio e interno realismo.

Porque esos territorios militarmente son una carga por extender desmesuradamente las fronteras que deben ser defendidas. Desde su vertiente económica representan una hipoteca, ya que no pueden bastar a sí mismos, y siendo un imperativo histórico hebreo el de elevar el nivel de vida de los súbditos de la República —lo que por otra parte han experimentado las minorías árabes que viven en el mismo desde 1948—, el pretender la integración de esa zona, considerando la imposibilidad de que los recursos necesarios progresen al ritmo requerido, daría por resultado dificultades en consolidar el bienestar del asentamiento judío en el interior de sus fronteras tradicionales. Por último, la hostilidad nunca es políticamente rentable, a la larga estalla en conflagración y la Ley del Talión, de la que se hace uso a veces en acciones muy limitadas, nunca ha sido principio normativo de ese Estado de tradición democrática y socialista que es Israel. Desde su fundación, la filosofía de su existencia al puro nivel de la cotidianidad ha sido la de vivir y dejar vivir, la de la coexistencia, y ello le conducirá necesariamente a retirarse. ¿Cuándo? No antes de que quienes vivan en esos territorios convertidos nuevamente en parte de Jordania, o en república palestina, se percaten de las virtudes de esa coexistencia. Israel sabe que esa zona, mientras que para ella representa fundamentalmente una baza en el juego que concluirá cuando se la reconozca y se la respete, para los árabes, bien sean países o movimientos, es su propia razón vital, ya que sin aquella Jordania no puede existir como nación y las ilusiones de Arafat y sus amigos acabarían en mero nihilismo demagógico. Por otra parte, para la R.A.U. el Sinaí representa el petróleo y el Canal. Lo único que Israel pretende, por consiguiente, son garantías serias para fronteras seguras y no cuentos de las Mil y Una Noches.

Por último persiste un litigio estremecedor y lancinante: el de los refugiados. Saber que nuestro tiempo ha padecido el éxodo voluntario de poblaciones civiles y a menudo inmotivado, como el de un millón de católicos norvietnamitas, no consuela.

Conocer que Israel no ha ex-

pulsado a los árabes, sino que se han ido, nada remedia. El dolor y la tristeza que en los bien nacidos provoca la contemplación de esos campamentos lamentables, exige una pronta solución, ya que únicamente para el maniqueo explicar es justificar. Por amigos que seamos de Israel, por evidentes que sean las responsabilidades de los dirigentes árabes, que en veinte años no han iniciado ni el comienzo de una solución, ya que se han obstinado en blandir esa desgarradura para exacerbar la pasión guerrera, la cruz está plantada ahí —sobre la dura e inhóspita tierra— y entre todos debemos arrancarla. Los árabes aniquilando el odio, los israelitas contribuyendo al asentamiento donde sea posible —sobre todo en las partes árabes de Palestina— y los hombres de todo el mundo ayudando desinteresada, fraternalmente, a los unos y a los otros.

Sobre la vieja Palestina hay lugar para dos naciones, para la cooperación en lugar de la animadversión, porque existe potencial técnico e inteligencia humana y existen también nobles ideas socialistas y democráticas que animando aquella constelación y poniendo las máquinas al servicio de las personas, sustituyan lo que para muchos es una preocupación en un ejemplo para todos.

P.S.O.E.

CLERMONT-FERRAND

Nuestra entidad celebró asamblea general ordinaria el 29 de junio. Leída y aprobada el acta de la asamblea anterior, el Presidente, compañero Ruiz, dio cuenta de la gestión del Comité así como de la correspondencia dirigida y cursada, como igualmente de las Circulares de la Comisión Ejecutiva del Partido.

En relación con la Circular N° 15 se tomaron los acuerdos oportunos sobre la propuesta formulada por el Comité Director.

Finalmente se procedió al nombramiento de nuevo Comité, el cual queda así constituido : Presidente, Antonio Ruiz ; Secretario - Tesorero, Antonio Posada; Vocales : Manuel Barrasa, Amadeo Calzada y Francisco García.

Corresponsal-

ABONNEMENTS

et

REABONNEMENTS

au nom de :

Roger SOUTHO

12, Cité Maiesherbes.-Paris-9

C. C. P. 18 585 08 — Paris

(Viene de la página 8)

para los que se meten en líos, que son cada vez más numerosos, están las persecuciones, las torturas, los destierros, las cárceles... Las fuerzas del orden, policías y guardia civil, con la retaguardia amenazante de tanques, aviones y cañones y el arsenal de leyes represivas en manos de unos tribunales al exclusivo servicio del régimen, vigilan noche y día el menor destello de acción de los no conformistas, de los que la indignación no puede apagarse con la dulce soñolencia de la digestión.

Este consejo de no meterse en líos lo he recibido yo también innumerables veces en el transcurso de mi vida. Familiares, amigos y enemigos han procurado siempre, insistentemente, llevarlo a mis oídos, pero sus cantos de sirena no han conseguido nunca desviarme del camino en el que me interné, aún niño, y por el que continúo y continuaré marchando mientras aliente, por el recto camino del deber que tiene cada ciudadano de buscar y preparar la cons-

trucción de una sociedad donde sea posible ser feliz y libre, por el camino del socialismo en mi caso.

Yo no he leído el artículo del señor Pérez Sabada, comentado por el compañero Barreiro, pero me explico para qué sirven esas asociaciones que ahora se ha sacado el régimen de sus mangas de nigromante embaucador. Esas asociaciones tienden a evitar que se extienda el espíritu de la verdadera rebeldía que amenaza con asfixiar al Movimiento. Son la continuación de los partidos de fútbol y de sus quinielas, son una añaqaza más para evitar la formación de partidos políticos, coordinadores de las corrientes de la opinión pública, que trabajan por la conquista de la libertad, son un entretenimiento para las « rebeldías » conformistas del señor Pérez, del señor Ramírez y del señor López...

Cuenta la Biblia que Ezaú,

hambriento, vendió a Jacob su progenitura por un plato de lentejas, y esas cacareadas asociaciones son el plato de lentejas que ofrece el régimen a los que dicen tener hambre de libertad, pero que, acomodaticamente, no quieren meterse en líos.

¿Para qué servirán esas Asociaciones que el régimen llama « Coordinadoras de pareceres »?

Pues verán ustedes, pueden muy bien servir para discutir cómo han de aliñarse las lentejas: con codillo, con chorizo, con tocino, con cebollas... Hay cien mil maneras de guisar las lentejas y el señor Pérez, y el señor Ramírez, y todos los « rebeldes » acomodaticios que no quieren meterse en líos, y entre ellos el señor Pérez Sabada, deben ingresar en esas Asociaciones que serán llamadas Asociaciones de Utilidad Pública. Nosotros, los que sentimos la verdadera rebeldía, no cambia-

mos el derecho a la libertad, el derecho a pensar, el derecho de expresar nuestro pensamiento, el derecho de criticar, el derecho de afiliarnos en partidos políticos, el de sindicarnos en sindicatos libres, el de votar libremente a nuestros representantes, el de ser gobernados por un régimen democrático por ese plato de lentejas por muy bien aliñado y aromatizado que esté.

No queremos lentejas, esas lentejas están envenenadas. El señor Pérez Sabada puede catalogarme de revolucionario visionario que ausente, bien a mi pesar, hace muchos años de España no conoce la actual realidad española.

Yo afirmo al señor Pérez Sabada que Asociaciones, como quiere llamarlas el régimen, o Agrupaciones como él las llame, son la misma cosa, desviar el creciente descontento de todas las capas sociales españolas, la indignación de los españoles an-

te la podredumbre del régimen franquista, hacia el cauce inmundito del Movimiento para acallarlas. El camino es otro para los que sienten la verdadera rebeldía; el camino es engrosar las filas de esas organizaciones clandestinas que funcionan, como pueden, pero que existen, para fortalecerlas, para coordinarlas, para hacer de ellas el instrumento que forje el porvenir de la futura España. Son ya muy numerosos los españoles que están dispuestos a meterse en líos para que cese el imperio de la impudicia y de la opresión que actualmente esclaviza a España; son ya numerosos los españoles que están dispuestos a dar el empujón al régimen de Franco. La misión de los intelectuales es lanzarse a la lucha y no inventar nuevos sinapismos para seguir tirando y justificar lo injustificable.

El pueblo español no puede saciar su hambre de libertad con un plato de lentejas, aspira a ganar la auténtica libertad.

Saludos Socialistas.

SERENA.

Las lentejas

On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous voulons simplement, en frères vous rendre un peu des moyens que l'on vient honteusement de vous ravir.

Georges BRUTELLE,
Secrétaire général adjoint
de la S. F. I. O.

LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIALISTA y nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituirlos, como hermanos, algo al menos de los medios que tan vergonzosamente os acaban de quitar.

Georges BRUTELLE,
Secretario general adjunto
de la S. F. I. O.

El fascismo griego en acción en el extranjero

Un singular documento que llama a las embajadas helénicas a espíar y a "actuar"...

El viernes, 25 de julio, en la Cámara de los Comunes, un grupo de 32 diputados laboristas ha presentado una moción por la que se pide al Gobierno británico que exija de Atenas retire a un miembro de la embajada helénica y pida al Gobierno fascista griego ponga fin a sus actividades de « terrorismo » y « espionaje » en Gran Bretaña.

El Gobierno de Atenas ha transmitido, en efecto, a su agregado militar en Londres unas instrucciones secretas encaminadas a vigilar muy estrechamente a los elementos antifascistas, tanto griegos como no griegos. El Foreign Office ha afirmado no tener conocimiento de este documento, mas el asunto es objeto de una encuesta. En cuanto a la embajada helénica en Londres, naturalmente, lo ha desmentido.

Un documento que emana de Atenas

Este documento existe en realidad. Nos ha sido transmitida una fotocopia del original griego, así como una traducción policopiada en francés.

Este documento, objeto de un « escape », emana del Servicio Central de Informaciones de Atenas (KYP). Calificado de secreto, ha sido transmitido a los agregados militares griegos en París, Bonn, Londres, Roma y Viena. En Roma se ha recibido el 27 de marzo.

Concierne a las « medidas para hacer frente a los elementos antinacionales en Europa occidental ». Está firmado por el coronel D. Rufogalis, subdirector del Servicio.

He aquí el texto, que reproducimos sin cambiar una palabra: « Nuestro Servicio dispone de las pruebas inquebrantables de que entre los obreros y estudiantes griegos en los países de Europa occidental se prepara una amplia acción antinacional, con el fin de debilitar la revolución nacional del 21 de abril, así como el prestigio del Gobierno nacional. Esta acción antinacional está sostenida por ciertos medios antihelénicos que se han transformados en elementos ciegos del comunismo internacional. Ultimamente, ciertos Gobiernos y organizaciones extranjeras han tomado posición en favor de los elementos antinacionales en el extranjero, tales como los Gobiernos de Italia, Dinamarca, Países Bajos, Suecia, Bélgica, una parte del Parlamento inglés, el Consejo de Europa, que han tomado una posición abiertamente antihelénica.

A la vista de lo que precede, ordenamos lo que sigue :

1. Actúen de forma que sea ahogada en la fuente toda tentativa de acciones de zapa, que provocarían dificultades excepcionalmente grandes de carácter interior e internacional a nuestro Gobierno nacional.

2. Pongan en aplicación la orden de KYP/A/I bajo el número

AL5181 - 12.7.68 contra los elementos más activos de las diversas organizaciones antinacionales, y en lo que respecta a los más peligrosos de ellos, confírmense al plan « Poseidon ».

3. Precipiten la aplicación de la orden de KYP/A/I con número EI6211 - 5.9.68, para la penetración de nuestros agentes en estas organizaciones teniendo como fin su dislocación, así como la iniciación en sus servicios de nacionalistas válidos contra recompensa análoga, para ejecutar deberes como los del párrafo 2 de la presente orden.

4. Controlen la aplicación de las directrices del Ministerio de Asuntos Extranjeros por las autoridades consulares en plaza para la retirada del pasaporte a los elementos antinacionales más activos.

5. Coloquen bajo vigilancia a las personas que se hayan manifestado como antinacionales, independientemente de sus convicciones políticas, que piensan regresar a Grecia y háganlos a tiempo un informe sobre ellos.

6. Vigilen las diversas agencias de turismo extranjeras que organizan expediciones turísticas por nuestro país. Se ha comprobado que un cierto número de turistas extranjeros con disposiciones anarquistas y relacionados con organizaciones antinacionales del extranjero, explotando su calidad de turistas, transportan material de propaganda y armamento (como materias explosivas, revólveres, etc.) para las organizaciones subversivas de aquí.

Informémoslos a tiempo de los números de inmatriculación de los coches de estos turistas extranjeros sobre los que pese la menor sospecha de que su llegada a Grecia se hará con fines no turísticos.

7. Actúen con la atención precisa y ejecuten la presente orden en pleno secreto. En el caso contrario, hay peligro de provocar una reacción aguda tanto

por parte de compatriotas como por parte de los medios gubernamentales y de la opinión pública de los países en donde estais acreditados.

8. Se ruega que se envíe urgentemente al KYP todos los informes relativos, con el comentario adecuado, y, después de la ejecución de las órdenes bajo el número AI15181 - 12.7.68 y EI6211 - 5.9.68 se nos someta un informe relativo detallado.

El « affaire » Karayorgas

Por otra parte, nos han llegado detalles por carta procedente de Grecia relativos al asunto Karayorgas. Se trata de un profesor de Ciencias Políticas, herido accidentalmente en su domicilio de Atenas por la explosión de una bomba de la que manejaba el mecanismo. Ha perdido un ojo y una mano. Ha sido internado en el hospital de Areteion de Atenas. Su mujer ha sido encarcelada. Una ola de detenciones ha seguido al drama.

En Atenas se piensa que si un profesor reputado (el régimen lo había retirado de sus funciones) se pone a fabricar bombas, dice mucho sobre el hecho de que el régimen fascista no deja a la oposición ninguna otra posibilidad de acción más que la violencia. La violencia terrorista del Estado, la tortura y la iniquidad llaman a la violencia insurreccional.

Grecia, ese « paraíso turístico » en donde los turistas son sospechosos en potencia para la policía del régimen, será, decididamente, cada vez más difícil de gobernar para los coroneles fascistas... Los griegos libres pueden contar en su lucha con el pleno apoyo de las democracias de Occidente.

R. F.

Les U.S.A. et l'Asie : désengagement limité

par Robert Falony

Dans le périple de M. Nixon autour du monde, c'est son passage en Roumanie qui offre l'élément le plus « sensationnel ». Pourtant, ce séjour, les discours qui sont prononcés à Bucarest ne modifieront ni la politique américaine, ni la politique roumaine qui est « bien connue » comme on dit là-bas.

Et s'il est question de la Chine, avec laquelle les Roumains ont les bonnes relations qu'on sait, c'est encore à l'Asie qu'il faut revenir. L'Asie et la guerre du Vietnam qui demeure le souci principal des dirigeants américains à l'extérieur.

Une guerre en déclin

Voici 15 mois que les négociations de Paris sur le Vietnam sont engagées et il ne paraît guère qu'une solution politique soit en vue. La guerre se poursuit mais avec des phrases et des zones d'accalmie qui lui font perdre son intensité. Et pourtant, l'opinion publique qui ressent bien que le Vietnam a cessé d'être un problème « d'une brûlante actualité », réalise mal ce qui s'est réellement passé : l'Amérique se désengage du Vietnam et s'en désengagera quoi qu'il arrive. Militairement, elle n'a ni gagné ni perdu cette guerre mais ne l'a-t-elle pas perdue politiquement ?

Il y a une logique dans la guerre : dès lors que le but cesse d'être la victoire complète sur le terrain, une victoire qui a été rendue impossible par la résistance acharnée et le courage extraordinaire des combattants du F.N.L. comme par la ténacité du Nord sous les bombes ; dès lors que l'on recherche un compromis politique, la perspective change du tout au tout. Washington espère que le régime de Saïgon tiendra, que le Nord et le Front se prêteront au compromis. Mais l'opinion américaine est lasse de cette guerre dont on lui avoue aujourd'hui qu'il aurait mieux valu ne pas l'entreprendre. Le retrait de 25.000 hommes est en cours. Le plan

de M. Clark Clifford, le secrétaire à la Défense, est d'en ramener jusqu'à 100.000, cette année encore, et d'évacuer pour la fin de 1970 la totalité des troupes terrestres. Si l'aviation continue d'être utilisée massivement et si on se trouve loin de la politique « d'abandon » que l'extrême droite, sans doute, ne tardera pas à dénoncer, l'ère des grandes opérations offensives semble close. On en vient petit à petit à cette stratégie de défense des enclaves que le général Gavin proposait voici des années déjà.

Inversement, le F.N.L. s'en tient à la routine des embuscades et s'abstient d'attaquer les villes, et une partie des forces nordistes a été repliée sur les frontières du Cambodge et du Laos, ce Laos qui est le théâtre d'une autre guerre.

Mais les forces américaines qui rentrent aux U.S.A. ne passeront plus le Pacifique en sens inverse. L'opinion ne veut plus de cette guerre qui s'éternise maintenant sans perspective de victoire pour les Etats-Unis. Et elle ne veut pas d'un autre Vietnam par ailleurs : il a suffi que M. Richard Nixon, en Thaïlande, assure le régime du maréchal Kittikachorn du soutien des U.S.A. dans sa lutte contre les guerilleros de l'intérieur pour que plusieurs sénateurs dressent l'oreille et s'émeuvent. C'est qu'il y a déjà 35.000 soldats américains en Thaïlande, laquelle sert de base de départ aux bombardiers américains qui opèrent au Laos et au Vietnam.

Une révision complète

En réalité, l'on assiste à une révision complète, par les cercles dirigeants américains et les froids calculateurs du « big business », de la stratégie des Etats-Unis en Asie. Elle consiste à maintenir en Extrême-Orient des bases, des flottes, des points d'ancrage et des têtes de pont du capitalisme, à conserver autour de la Chine ce demi-cercle nucléaire qui l'enserme, à aider massivement en armes et en dollars les régimes anticomunistes même les plus douteux. Il y a la Corée du Sud, Formose, la Thaïlande, la Malaisie, les positions si compromises de Saïgon et de Vientiane. Il y a surtout le Japon et son éclatante réussite, bien qu'il pose des problèmes aux Etats-Unis. Mais les frontières de l'empire américain ne passeront plus par les jungles de l'intérieur, des centaines de milliers de G.I's ne seront plus engagés dans des aventures militaires en Asie continentale. Il s'agissait de démontrer que l'« agression » et la révolte ne payaient pas. La leçon a été très cuisante aussi pour ceux qui ont prétendu l'administrer. Une seule hypothèse subsiste qui justifierait à l'avenir une intervention totale des U.S.A. : une menace nucléaire contre l'un des « protégés ». On ne doit pas jouer avec les armes atomiques...

Les limites de la puissance

Le gigantisme même de
(Pasa a la página 4)

Cartas a mi España Las lentejas

El señor Pérez ha llegado a su casa furioso, se ha enterado en los corrillos de los bares y del café de ciertas fechorías de los gobernantes del régimen y se ha indignado, como todos los españoles, de la desventura, de alguna manera hay que llamarlo, con que se manejan los caudales públicos. ¡Todo está podrido, dice, esto es una estercolera, esto tiene que terminar! Tira el sombrero sobre la silla, da un puntapié al gato que sale a saludarle y se sienta malhumorado a la mesa. ¿Qué te pasa?, pregunta la señora. Pérez. Lo de siempre, responde el señor Pérez, ¡esto es una cloaca, da vergüenza de ser español! Es necesario que esto cambie. ¡España es una cueva de bandidos! Manolo, no te metas en líos, no

hay nada que hacer. El señor Pérez, da con los puños en la mesa y calladamente, resignado, comienza a comer. La radio, entretanto, desgrana sus canciones y repite sus anuncios, mientras el señor Pérez, el yantar terminado, dormita en un sillón, apaciguado y manso. Su rebeldía ha muerto con la digestión que empieza. Lo mismo que le pasa al señor Pérez, le pasa al señor Ramírez, al señor López, al señor González... y a muchos españoles.

El señor Pérez, el señor Ramírez, y el señor López... odian a Franco y a su régimen, desean para su patria un Gobierno mejor, aman la libertad y la democracia, hasta se proclaman algunas veces, socialistas y comunistas, pero no se atraven a me-

terser en líos. Y esta masa de « rebeldes » conformistas y amedrantados son el principal sostén de los cruzados, de los vencedores de la ávida y siempre insatisfecho jauría que ha hecho de España un patio de Monipodio, y del pueblo español, del indómito pueblo español, una mansa pira que marcha jadeante cada día husmeando la manera de ganar el cotidiano condumio, de pagar las letras del aparato de televisión, el recibo del casero y los innumerables vencimientos de las cosas adquiridas a plazos. Los técnicos de la economía llaman a esta masa de « ciudadanos », una Sociedad de Consumo.

Para los verdaderos rebeldes,
(Pasa a la página 7)